

Un rapport d'atelier du CCIAN préparé à l'intention des membres, des décideurs publics et de l'écosystème canadien de la confiance numérique

V A N C O U V E R 2 0 2 6

Des registres à la réalité.

Relier la confiance numérique dans les secteurs foncier, énergétique et financier

Aperçu du rapport d'atelier

Une synthèse de l'atelier exécutif du CCIAN sur la confiance numérique tenu à Vancouver.

SÉRIE

Rapport d'atelier du CCIAN

ÉVÉNEMENT

Atelier sectoriel des membres « Des registres à la réalité », tenu conjointement avec la plénière des dirigeants membres du CCIAN

LIEU

Vancouver (Colombie-Britannique)

DATES

Du 31 mars au 1er avril 2026

CONVOQUÉ PAR

CCIAN (Conseil canadien de l'identification et de l'authentification numériques)

MÉTHODE

Synthèse de trois tables rondes exécutives tenues sous la règle de Chatham House et fondée sur des comptes rendus de table anonymisés, ainsi que sur des présentations de mise en contexte et des conférences principales nommément attribuées

COMMANDITAIRES

Or : EY. Argent : SIROS et Hypersecu. Bronze : Facephi

CONTACT

contact@diacc.ca

RECONNAISSANCE TERRITORIALE

Le CCIAN a ouvert l'atelier en reconnaissant les peuples xʷməθkʷəy̓əm (Musqueam), Skwxwú7mesh (Squamish) et səliłwətał (Tsleil-Waututh), sur les territoires traditionnels desquels s'est tenu le rassemblement.

NOTE DE LA RÉDACTION

Les discussions en table ronde se sont déroulées sous la règle de Chatham House. Le matériel provenant de présentations nommément attribuées est signalé comme tel, et les autres constats sont anonymisés au niveau du rôle ou du secteur. Les chiffres proviennent des sources publiées énumérées et ont été vérifiés par rapport à celles-ci. Lorsqu'aucune source publiée n'existe, les chiffres sont autodéclarés par les participants. Des outils d'intelligence artificielle ont appuyé la rédaction et la révision linguistique. Le CCIAN a assumé la vérification des sources et les décisions rédactionnelles.

Remerciements

Le CCIAN remercie les commanditaires suivants de leur généreux soutien à cet atelier.

Commanditaire or



Commanditaires argent



Commanditaire bronze



Table des matières

LE RAPPORT

01	<u>Résumé à l'intention de la direction</u>	07
02	<u>Constats clés en un coup d'œil</u>	09
03	<u>Introduction</u>	11
04	<u>Un problème d'affaires commun</u>	13
05	<u>Trois secteurs, une même couche de confiance</u>	15
06	<u>Le fil conducteur du connecteur</u>	21
07	<u>Constats stratégiques</u>	24
08	<u>Répercussions intersectorielles</u>	26
09	<u>Recommandations et prochaines étapes</u>	28
10	<u>Conclusion</u>	31

PAGES FINALES

	<u>Appels à l'action</u>	33
	<u>À propos du présent rapport</u>	34
	<u>Sources</u>	35



R A P P O R T D ' A T E L I E R D U C C I A N

01

Résumé à l'intention de la direction

Résumé à l'intention de la direction

Ce que les participants ont conclu, en bref.

L'atelier visait à relier la confiance numérique dans trois secteurs qui se retrouvent rarement à la même table : le foncier, l'énergie et la finance. Les participants sont parvenus à une conclusion claire. **Les trois secteurs sont distincts, mais ils reposent sur la même couche de confiance.** Une couche d'identité vérifiée, des justificatifs vérifiables (VC, pour « verifiable credentials ») et des registres interopérables, régis par une norme unique, servent les trois secteurs de différentes façons.

Chaque secteur est arrivé avec sa propre version du même problème. Le secteur foncier peut confirmer qui détient le titre d'une propriété, mais non que la personne qui se présente est bel et bien ce titulaire. L'énergie fonctionne à partir de données de chaîne d'approvisionnement fragmentées et peu fiables, alors que les acheteurs exigent une preuve de provenance. La finance vérifie de nouveau le même client à répétition et perd malgré tout du terrain face à la fraude, de plus en plus souvent le fait de demandeurs qui présentent faussement leur propre situation financière plutôt que de voler l'identité d'autrui. Dans chaque cas, la pièce manquante est la même : lier une personne ou un acteur vérifié à un dossier faisant autorité, et ne prouver que ce que la transaction exige.

L'adoption suit la valeur économique, et non la maturité technologique. Les faits probants présentés étaient concrets et propres à chaque secteur. L'autorité foncière de la Colombie-Britannique comble le fossé d'identité sous un parc immobilier évalué à plus de 2,75 billions de dollars. Les justificatifs de permis miniers et de performance en matière de durabilité de la province sont en production et alimentent le projet de traçabilité des matières premières critiques d'UN/CEFACT que la Colombie-Britannique codirige. Par ailleurs, une plateforme multilatérale de décaissement présentée lors de l'événement a fait état de flux d'environ 20 G\$ par année dans quelque 80 pays.

Une capacité se trouve à la base de toutes les autres. Un justificatif ne porte que l'assurance du processus qui l'a lié à une personne, ce qui fait de la vérification de l'identité, de la liaison biométrique et de l'authentification au moment de la présentation une condition de tout ce que la couche de confiance est censée porter.

L'infrastructure existe. La relier d'un secteur à l'autre, voilà le travail à accomplir; et là où le Canada agit en premier, il peut établir les normes que les autres suivront.

— SYNTHÈSE DE L'ATELIER, AVRIL 2026

R A P P O R T D ' A T E L I E R D U C C I A N

02

Constats clés en un coup d'œil

Constats clés en un coup d'œil

Pour une lecture rapide.

CONSTATS QUI DÉFINISSENT LE PORTRAIT DU PACIFIQUE

1. Une couche de confiance, trois secteurs.

L'identité, les justificatifs et les registres résolvent un problème d'affaires commun aux secteurs foncier, énergétique et financier.

2. Attention au fossé d'identité.

Les secteurs vérifient des attributs sans vérifier la personne ou l'acteur qui se trouve derrière.

3. Prouver ce qui est nécessaire, rien de plus.

La divulgation sélective est le principe de conception commun par défaut.

4. Interopérer, sans centraliser.

Relier les registres faisant autorité. Aucune plateforme unique ne s'impose.

5. La valeur détermine l'adoption.

Un mandat mobilise les professionnels. Les services à valeur ajoutée mobilisent le public.

6. Le Canada contribue à écrire les règles.

La Colombie-Britannique met en œuvre le Protocole de transparence des Nations Unies pour les justificatifs miniers et codirige le projet UN/CEFACT sur les matières premières critiques.

R A P P O R T D ' A T E L I E R D U C C I A N

03

Introduction

Introduction

Pourquoi la confiance numérique, et pourquoi maintenant ?

Le CCIAN (Conseil canadien de l'identification et de l'authentification numériques) a tenu un événement de deux jours à Vancouver, les 31 mars et 1er avril 2026. La première journée, la plénière des dirigeants membres a examiné comment stimuler la confiance, l'adoption et les retombées dans l'économie numérique canadienne. La deuxième journée, l'atelier sectoriel des membres intitulé « Des registres à la réalité » a porté sur la mise en relation de la confiance numérique entre les secteurs foncier, énergétique et financier. Des membres du CCIAN, des dirigeants régionaux et des homologues gouvernementaux y ont pris part.

La prémisse était que le Canada possède déjà les éléments constitutifs de la confiance numérique : les registres fonciers et de titres, les justificatifs vérifiables et les systèmes de vérification. Ceux-ci demeurent cloisonnés. L'atelier a exploré la façon de les relier au sein de transactions réelles dans trois des secteurs à plus forte valeur du pays.

Trois tables rondes exécutives se sont tenues sous la règle de Chatham House et ont porté sur l'immobilier et la finance, sur l'énergie et la traçabilité, ainsi que sur l'identité et l'inclusion, en plus de conférences principales nommément attribuées sur la transformation du secteur public, la fraude et la préparation post-quantique, les justificatifs liés à la chaîne d'approvisionnement et aux minéraux critiques, et les registres fonciers.

Les enjeux stratégiques dépassent la seule efficience : ils touchent la compétitivité canadienne, la souveraineté et la fiabilité des chaînes d'approvisionnement, ainsi que le rôle du Cadre de confiance pancanadien (CCP) à titre de norme sectorielle commune.

R A P P O R T D ' A T E L I E R D U C C I A N

04

Un problème d'affaires commun

Un problème d'affaires commun

Un même déficit de confiance, ressenti de trois façons.

Avant que les secteurs ne divergent, ils partagent un problème. Dans les secteurs foncier, énergétique et financier, les systèmes confirment des attributs sans confirmer la personne ou l'acteur qui se trouve derrière. C'est le fossé d'identité, la porte d'entrée de la fraude.

Les participants aux tables rondes ont nommé trois conditions qui aggravent ce fossé.

Les organisations ne font pas confiance à la vérification par un tiers, de sorte qu'elles vérifient de nouveau les mêmes renseignements, maintiennent des seuils d'assurance différents et fonctionnent dans des couloirs distincts.

Elles collectent trop de renseignements, transmettant des données sensibles par courriel et par clé USB alors que la transaction n'exige qu'une réponse par oui ou par non.

La vérification demeure largement manuelle, reposant sur des copies papier et sur l'inspection visuelle plutôt que sur une preuve cryptographique.

Il en résulte un dédoublement du travail, un coût de la confiance plus élevé et une exposition qui se concentre là où les documents physiques rencontrent les systèmes numériques.

R A P P O R T D ' A T E L I E R D U C C I A N

05

Trois secteurs, une même couche de confiance

Trois secteurs, une même couche de confiance

Ce dont chaque secteur a besoin, et ce que la confiance numérique offre.

Foncier : propriété, titres et fossé d'identité

Le rôle d'évaluation 2026 de BC Assessment a établi la valeur totale des biens immobiliers de la Colombie-Britannique à plus de 2 750 G\$, en baisse d'environ 2,5 % par rapport à 2025, répartie sur 2 233 648 propriétés, soit environ 1 % de plus que l'année précédente. Le système des titres fonciers inspire confiance, mais il est fragmenté et n'a pas été conçu de bout en bout, et la hausse des attentes numériques met en évidence les interstices où la fraude se produit. Une transaction immobilière comporte de nombreux processus cloisonnés, chacun assorti de ses propres vérifications de l'identité, du droit de propriété, de l'état de l'hypothèque et des justificatifs professionnels.

2 750 G\$

Valeur totale des biens immobiliers de la Colombie-Britannique inscrite au rôle d'évaluation 2026, en baisse d'environ 2,5 % par rapport à 2025, répartie sur 2 233 648 propriétés, soit environ 1 % de plus que l'an dernier.

BC ASSESSMENT, RÔLE D'ÉVALUATION 2026

La Land Title and Survey Authority of British Columbia (LTSA), l'autorité des titres fonciers et de l'arpentage de la Colombie-Britannique, comble directement ce fossé. Ses travaux sur les transactions vérifiées (Verified Transactions) relient les propriétaires vérifiés aux biens-fonds, vérifient les professionnels concernés et sécurisent la transaction de bout en bout. Parallèlement, son service BC Property Connect associe des personnes vérifiées à des titres au moyen de la BC Services Card et délivre des justificatifs de propriété qui accélèrent les demandes de permis et permettent l'envoi d'alertes de fraude.

La contrainte structurelle est simple. Un registre foncier établit qui détient le titre. Il n'établit pas que la personne qui se présente est ce titulaire. C'est une couche d'identité fiable qui résout cette question.

Comblent cet écart est autant un problème opérationnel qu'un problème d'architecture. La vérification de l'identité à l'intégration, la vérification biométrique par rapport au document présenté, la détection du caractère vivant et l'authentification du titulaire au moment de la transaction sont ce qui relie le propriétaire inscrit au registre à la personne qui demande un transfert. Les mêmes mécanismes se transposent à l'octroi de prêts hypothécaires, aux processus notariaux et à la signature électronique.

Leçon transférable

Jumelez un registre faisant autorité à une couche d'identité fiable, et la couture de fraude entre le physique et le numérique se referme. L'adoption se divise selon l'auditoire : un mandat pour les professionnels, des services à valeur ajoutée pour le public.

Énergie : exploitation minière, minéraux critiques et chaînes d'approvisionnement

Les chaînes d'approvisionnement de ressources fonctionnent à partir de données fragmentées et peu fiables, souvent des tableurs, alors que les acheteurs et les organismes de réglementation exigent une preuve de provenance, une déclaration des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) et une preuve de conformité. La valeur n'apparaît que lorsque la confiance s'étend à l'ensemble d'une chaîne plutôt qu'à un seul maillon, et lorsque les acteurs de cette chaîne, qui répondent à des incitatifs différents, s'alignent, ce qui est difficile.

Les justificatifs à l'échelle du produit répondent à ce besoin en liant des données fiables à un identifiant de produit unique, de sorte que chaque partie prenante verse de l'information vérifiable tout au long de la vie d'un produit, le tout consigné dans un passeport numérique de produit. Le programme Energy & Mines Digital Trust de la province de la Colombie-Britannique délivre des justificatifs numériques pour les permis miniers et la performance en matière de durabilité, lesquels sont conservés dans un portefeuille numérique. La Colombie-Britannique met en œuvre le Protocole de transparence des Nations Unies, une norme d'échange de données en cours d'élaboration à UN/CEFACT (le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques), afin de numériser l'état des permis miniers pour les exploitants de la province, et elle codirige le projet UN/CEFACT sur la traçabilité et la durabilité des matières premières critiques, que les travaux provinciaux alimentent. Un programme provincial canadien contribue ainsi à rédiger un protocole international plutôt que d'attendre de l'adopter.

Dans une démonstration parallèle, le fait de lier des données fiables à un identifiant de produit a comprimé le dédouanement, le faisant passer d'environ 45 jours après l'arrivée à, en principe, avant l'arrivée, ouvrant la voie à des paiements et à une conformité automatisés. Il s'agissait d'un résultat de démonstration et non d'une mesure en production.

Pour le Canada, les enjeux relèvent de la souveraineté : vérification du pays d'origine, approvisionnement fiable et chaînes d'approvisionnement alliées et de défense sécuritaires, avec un prix de vente supérieur pour les matières extraites de façon responsable.

Il n'y a pas de Facebook de la traçabilité

— UN PARTICIPANT, SUR LES RAISONS POUR LESQUELLES LA TRAÇABILITÉ NE SE CONSOLIDERA PAS SUR UNE SEULE PLATEFORME

Leçon transférable

Les justificatifs de produit sont rentables lorsqu'une chaîne entière les adopte, et un projet pilote provincial qui façonne une norme internationale est la manière dont le Canada dirige l'élaboration des règles plutôt que d'adopter celles des autres.

Finance : prêt, achat et confiance réutilisable

Les prêteurs et les institutions financières se méfient toujours de la vérification par un tiers; ils vérifient donc de nouveau, appliquent des seuils d'assurance différents et, selon les participants, acceptent parfois des preuves faibles, comme des talons de paie falsifiés. Les obligations de connaissance du client (KYC, pour « know your customer ») et de lutte contre le recyclage des produits de la criminalité (AML, pour « anti-money laundering ») prévues par la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes, appliquée par le CANAFE (Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada), ajoutent des coûts de traitement.

31%

Hausse d'une année à l'autre de la fraude de premier tiers, où un demandeur utilise sa véritable identité, mais présente faussement ses renseignements financiers, entre le T4 2024 et le T4 2025. Le taux est passé de 0,25 % à 0,33 % des demandes.

EQUIFAX CANADA, MARKET PULSE FRAUD TRENDS AND INSIGHTS, 3 MARS ET 15 AVRIL 2026

Les données publiées par Equifax Canada montrent où se déplace l'exposition : taux de fraude plus élevés en Ontario et en Alberta et chez les demandeurs plus jeunes. Ce constat plaide en faveur des revendications vérifiées. Un prêteur qui reçoit un justificatif de revenu vérifié à la source ne peut se faire remettre un document falsifié.

Au cours de la même période, Equifax a fait état d'une baisse de 19,4 % de la fraude dans les demandes de financement automobile et de 12,5 % dans les demandes de prêt hypothécaire. Là où les contrôles se sont resserrés, les tentatives se sont déplacées plutôt que disparues. Nasdaq Verafin évalue les pertes canadiennes totales attribuables à la fraude à environ 3,4 G\$ en 2025.

Les attitudes des consommateurs compliquent la réponse. Dans un sondage d'Equifax Canada publié en mars 2026, 28 % des répondants ont décrit le volume quotidien de tentatives de fraude comme un désagrément gérable, plus du quart suppriment les messages suspects sans les lire et 16 % se sentent anxieux et fatigués de distinguer le vrai du faux. Le vol d'identité était la préoccupation la plus souvent nommée, à 67 %. Une vérification qui exige de l'attention à chaque étape joue contre des personnes déjà désengagées.

La divulgation sélective et les justificatifs réutilisables en changent l'économie. Un prêteur ou un concessionnaire n'a souvent besoin que de la confirmation que le revenu a été vérifié, ce qui réduit la friction et le risque d'atteinte par rapport à la collecte de relevés bancaires complets. Des justificatifs réutilisables sont mis à l'essai dans le prêt immobilier, et une présentation sur une plateforme multilatérale de décaissement a décrit des fonds jetonisés suivis du donateur au bénéficiaire, avec des flux déclarés d'environ 20 G\$ par année dans quelque 80 pays. La réforme du système bancaire ouvert et le déplacement de la responsabilité renforcent les raisons d'adopter.

Les justificatifs réutilisables modifient aussi ce que signifie la vérification dans le temps. Un contrôle à l'intégration établit une identité. Il ne maintient pas la confiance envers les assertions faites sous cette identité par la suite. L'assurance continue, où la légitimité d'une assertion d'identité est évaluée à chaque utilisation plutôt que présumée à partir de l'inscription, étend la même logique à l'accès au portefeuille, à la vérification du revenu et au prêt répété.

Leçon transférable

Vérifiez la revendication, et non les données qui la sous-tendent, et réutilisez les justificatifs d'un parcours à l'autre. La traçabilité jetonisée transforme les exigences de transparence en capacité opérationnelle, même si l'application dépend encore du territoire de compétence.

Le financement immobilier se situe à l'intersection des secteurs foncier et financier, là où le besoin d'interconnexion est le plus manifeste. Un prêt hypothécaire repose simultanément sur une identité vérifiée, un titre de propriété vérifié et un revenu vérifié. C'est aussi la seule transaction pour laquelle une baisse des taux de fraude dans les demandes ne signifie pas grand-chose à elle seule, puisque le même demandeur peut être vérifié par rapport à trois systèmes différents qui ne communiquent pas entre eux.

R A P P O R T D ' A T E L I E R D U C C I A N

06

Le fil conducteur du connecteur

Le fil conducteur du connecteur

Vu sous un autre angle : un même ensemble de capacités au service des trois secteurs.

Les trois secteurs sont distincts, mais ils s'appuient sur les mêmes capacités fondamentales. L'identité, les justificatifs vérifiables et les registres interopérables forment une couche de confiance commune, et le CCP est ce qui permet à une seule norme de servir à la fois le secteur foncier, l'énergie et la finance.

Une couche d'identité vérifiée. Le fossé récurrent est le même d'un secteur à l'autre, de sorte que la première capacité l'est aussi : lier une personne ou un acteur vérifié à un dossier. Dans le secteur foncier, elle lie une personne à un titre. Dans l'énergie, elle lie un acteur à un permis ou à une revendication de produit. En finance, elle lie une personne à un compte et satisfait aux exigences de connaissance du client. Connected Services BC, de la Colombie-Britannique, bâti sur la BC Services Card, donne à la province l'échelle nécessaire pour fournir cette couche. La province a fait état de plus de 2,6 millions d'utilisateurs de la carte, avec des justificatifs numériques attendus en 2026 et une expérience « dites-le-nous une fois » visée pour 2030.

Des justificatifs vérifiables assortis d'une divulgation sélective. Les mêmes mécanismes de justificatif transportent des contenus différents selon le secteur : propriété et statut professionnel dans le foncier, permis miniers et cotes de durabilité dans l'énergie, revenu vérifié et connaissance du client réutilisable en finance. L'objectif de conception ne change jamais. Prouver ce qui est nécessaire et rien de plus, afin qu'une partie dépendante reçoive un résultat vérifié plutôt que des données brutes, qu'il s'agisse d'une municipalité, d'une autorité douanière ou d'un prêteur.

Liaison entre le justificatif et son titulaire. Un justificatif porte l'assurance du processus qui l'a lié à une personne. La vérification de l'identité avant la délivrance, la liaison biométrique au portefeuille et l'authentification à la présentation maintiennent le rattachement d'un justificatif vérifié à son titulaire légitime tout au long de son cycle de vie. Sans cette liaison, un justificatif est transférable, et la confiance qu'on lui accorde se transfère avec lui.

Des registres de confiance interopérables. Des registres faisant autorité existent déjà pour les titres fonciers, les entreprises et les dossiers gouvernementaux. La voie praticable consiste à les relier plutôt qu'à construire une plateforme centrale. Un registre des registres favorise la découvrabilité, et l'harmonisation des normes techniques, de l'autorité juridique et de la gouvernance est ce qui rend la confiance transférable d'un secteur à l'autre.

Deux conditions régissent l'ensemble de ces capacités. L'adoption suit la valeur économique, ce qui suppose une obligation réglementaire pour les professionnels et des services à valeur ajoutée pour le public. Et l'inclusion, la cybersécurité proactive et la préparation postquantique sont fondamentales plutôt que des ajouts ultérieurs, puisqu'une couche de confiance commune ne vaut que par les personnes qu'elle rejoint et la cryptographie qui la sous-tend.

Le rôle du CCIAN est d'être le connecteur lui-même

Refactoriser le CCP en composantes modulaires et en profils sectoriels afin qu'un même cadre puisse produire un profil foncier, un profil énergétique et un profil financier à partir de la même norme de confiance, et agir comme couche de traduction entre la réglementation et la mise en œuvre sur le terrain.

R A P P O R T D ' A T E L I E R D U C C I A N

07

Constats stratégiques

Constats stratégiques

Conclusions à l'échelle des secteurs.

Le fossé d'identité est le goulot d'étranglement structurel dans les trois secteurs. Les secteurs foncier, énergétique et financier échouent tous au même point : ils vérifient des attributs sans vérifier la personne ou l'acteur. Comblar ce fossé en liant une identité vérifiée à des dossiers faisant autorité est la mesure au plus fort effet de levier et l'argument le plus clair en faveur d'une couche de confiance commune.

La vérification est un cycle de vie et non un moment. Les organisations vérifient un client, l'authentifient une fois, puis écartent ce qu'elles ont appris, ce qui explique pourquoi la même personne est vérifiée de nouveau à répétition dans un même secteur. Vérifier une fois et réutiliser cette confiance à de multiples reprises exige une assurance qui tient à la délivrance, à la présentation et tout au long de la vie du justificatif.

Vérifier la revendication vaut mieux qu'inspecter le document. La croissance de la fraude de premier tiers en est la preuve récente la plus claire. Lorsque le demandeur est bel et bien qui il prétend être et que ce sont les renseignements soumis qui sont faux, les contrôles d'identité seuls n'aident en rien. Un justificatif vérifié à la source, lui, y parvient.

La divulgation sélective est un principe organisateur transférable. Prouver une revendication sans collecter trop de données améliore la protection des renseignements personnels, réduit le risque d'atteinte et facilite la conformité, tout à la fois, d'où sa pertinence dans l'immobilier, l'approvisionnement et le prêt. Les données de sondage sur la lassitude à l'égard de la fraude ajoutent une deuxième raison : une vérification qui coûte de l'attention à l'utilisateur à chaque étape la perdra.

L'adoption est un problème d'économie, secteur par secteur. La maturité technologique n'est pas la contrainte déterminante. C'est la clarté de la valeur d'adoption. Le levier varie selon l'auditoire : un mandat, lorsqu'un organisme de réglementation peut l'imposer; une amélioration du service, lorsqu'un citoyen ou une entreprise le choisit.

Le Canada peut façonner les normes et pas seulement les adopter. Les travaux de la Colombie-Britannique sur les justificatifs liés aux minéraux critiques reposent sur le Protocole de transparence des Nations Unies et alimentent le projet UN/CEFACT sur la traçabilité et la durabilité des matières premières critiques que la province codirige. Cela recadre la question récurrente de diriger ou d'adopter, à la lumière de cadres externes comme le passeport numérique de produit de l'Union européenne, comme un choix que le Canada a déjà démontré pouvoir faire.

R A P P O R T D ' A T E L I E R D U C C I A N

08

Répercussions intersectorielles

Répercussions intersectorielles

Où la couche de confiance se déploiera ensuite.

The same connector reaches beyond the three sectors in the room.

Le même connecteur porte au-delà des trois secteurs présents dans la salle.

Les services publics démontrent déjà les retombées pour les citoyens, dans le regroupement « dites-le-nous une fois » de la Colombie-Britannique.

La santé constitue la prochaine frontière, où des dossiers fondés sur le consentement et divulgués de façon sélective serviraient à la fois la mobilité des cliniciens et la confiance des patients.

Les agents d'intelligence artificielle constituent le cas émergent. Les modèles de délégation dans lesquels des agents agissent au nom d'une personne exigeront d'étendre les mêmes cadres d'identité et de confiance à des acteurs non humains.

Le fil conducteur, et la contribution distinctive du CCIAN, est un ensemble unique de normes communes, rendues opérationnelles par la certification, qui permet à ces secteurs d'interopérer plutôt que de résoudre chacun le problème seul.

La fraude assistée par l'IA va dans l'autre sens. L'usurpation d'identité par hypertrucage, les attaques par injection contre l'intégration à distance, les identités synthétiques, les attaques de présentation et la fraude au moment de la délivrance des justificatifs visent toutes la liaison entre une personne et un justificatif, et non le justificatif lui-même. Défendre cette liaison est une exigence commune à tous les secteurs de ce rapport.

R A P P O R T D ' A T E L I E R D U C C I A N

09

Recommandations et prochaines étapes

Recommandations et prochaines étapes

Actions concrètes, par ordre de priorité.

- 01 Comblent le fossé d'identité sur les registres faisant autorité.** Jumeler une couche d'identité fiable aux registres publics existants, à commencer par les titres fonciers et les registres d'entreprises, plutôt que d'établir de nouveaux ancrages de confiance.
- 02 Faire de la divulgation sélective la valeur par défaut dans les projets pilotes.** Concevoir de manière à ce que les parties dépendantes reçoivent un résultat vérifié plutôt que des données brutes, au moyen d'un accès jetonisé ou fondé sur les autorisations et d'une séparation nette entre les autorités de vérification et les parties dépendantes.
- 03 Concevoir pour des revendications vérifiées à la source, et non pour des documents soumis.** La croissance de la fraude de premier tiers signifie que le revenu, l'emploi et les attributs financiers exigent des justificatifs délivrés par la partie qui détient les faits, et non des fichiers fournis par le demandeur.
- 04 Refactoriser le CCP en profils sectoriels.** Poursuivre le modèle de composantes modulaires et de profils afin que les secteurs foncier, énergétique et financier puissent chacun se certifier au regard d'un profil adapté d'un cadre unique. Ajouter des directives prescriptives et des modèles de preuve, et positionner le CCP comme traducteur entre la réglementation et la mise en œuvre.
- 05 Prioriser les cas d'usage à valeur économique claire dans chaque secteur.** S'ancrer dans le prêt immobilier pour le foncier et la finance, dans la traçabilité des produits pour l'énergie et dans la connaissance du client réutilisable en finance, en recourant à un mandat pour les professionnels et à des services à valeur ajoutée pour le public.
- 06 Intégrer l'inclusion et la cybersécurité dès le départ.** Financer un soutien centré sur l'humain pour les utilisateurs vulnérables, concevoir la sécurité de façon proactive et amorcer dès maintenant la migration post-quantique au moyen d'une cryptographie hybride, en prenant les cibles fédérales de migration de 2031 et de 2035 comme repères.
- 07 Positionner le Canada sur les normes et les chaînes d'approvisionnement souveraines.** S'appuyer sur les précédents existants, notamment les travaux de la Colombie-Britannique sur les justificatifs miniers qui alimentent aujourd'hui le projet UN/CEFACT sur la traçabilité et la durabilité des matières premières critiques, dialoguer avec les cadres internationaux comme le passeport numérique de produit de l'Union européenne, et décider délibérément des domaines où le Canada dirige plutôt que d'adopter.

- 08** **Établir les attentes en matière d'assurance pour la liaison de l'identité et la fraude assistée par l'IA.** Préciser comment une personne est liée à un justificatif à la délivrance et réauthentifiée à la présentation, et traiter les hypertrucages, les attaques par injection et les attaques par identité synthétique comme des conditions de conception de l'intégration à distance plutôt que comme des exceptions.

R A P P O R T D ' A T E L I E R D U C C I A N

10

Conclusion

Conclusion

L'impératif, reformulé.

Les secteurs foncier, énergétique et financier sont distincts et leurs transactions le sont aussi, mais ils échouent au même point et peuvent être servis par la même couche de confiance. Le Canada possède les registres, les justificatifs et, dans plusieurs cas, les déploiements en production.

Ce qui lui manque, c'est le travail de liaison : combler le fossé d'identité, permettre l'interopérabilité des registres, concevoir en fonction d'une divulgation minimale et donner à chaque secteur une raison économique d'adopter. Là où le Canada agit en premier, comme il l'a fait pour la traçabilité des minéraux critiques, il peut façonner les normes que les autres suivront.

Le rôle du CCIAN est de rassembler les acteurs autour de ce travail et de fournir la norme commune, par l'entremise du CCP et de la certification, qui transforme les registres en réalité dans les trois secteurs.

Les registres, les justificatifs et les cadres de confiance sont les composantes. La personne vérifiée est ce à quoi ils aboutissent. La vérification de l'identité, l'assurance biométrique, la détection du caractère vivant, la prévention de la fraude et l'authentification de confiance maintiennent le rattachement d'un justificatif, d'une transaction ou d'une interaction avec un registre à la bonne personne au bon moment.

R A P P O R T D ' A T E L I E R D U C C I A N

Pages finales

Appels à l'action

Distincts de l'analyse du rapport.

Devenez membre du CCIAN.

Façonnez les normes nationales de confiance numérique et accédez aux programmes et aux perspectives qui font avancer des travaux comme ceux-ci.

Obtenez la certification au CCP.

Démontrez que votre organisation satisfait aux repères canadiens de confiance et de sécurité.

Faites-vous inscrire au Répertoire des services aux membres.

Accroissez votre visibilité au sein d'une communauté nationale de confiance.

À propos du présent rapport

Méthodologie et attribution.

Le présent rapport fait la synthèse de l'événement de deux jours du CCIAN tenu à Vancouver : la plénière des dirigeants membres du 31 mars 2026 et l'atelier sectoriel des membres « Des registres à la réalité » du 1er avril 2026, à Vancouver, en Colombie-Britannique. Le programme combinait des présentations de membres et des conférences principales avec trois tables rondes exécutives et une synthèse de clôture. Le rapport est organisé autour des trois secteurs de l'événement, l'identité, les justificatifs et les registres étant traités comme la couche de confiance qui les relie.

Les trois tables rondes exécutives, portant sur l'immobilier et la finance, sur l'énergie et la traçabilité, ainsi que sur l'identité et l'inclusion, se sont tenues sous la règle de Chatham House. Les constats tirés de ces séances et des comptes rendus de table sont anonymisés au niveau du rôle ou du secteur. Le texte les signale par des formules telles que « les participants ont indiqué » ou « les participants aux tables rondes ». Le matériel tiré de présentations nommément attribuées est signalé comme tel. Le rapport nomme les gouvernements, les organismes publics, le CCIAN et les commanditaires de l'événement. Les autres présentateurs du secteur privé sont anonymisés.

Les chiffres du présent rapport se répartissent en deux catégories. Lorsqu'un chiffre provient d'une source publiée, cette source est indiquée et le chiffre a été vérifié par rapport à celle-ci. Les données de marché publiées et citées constituent un contexte externe et n'ont pas été présentées lors de l'événement. Lorsqu'un présentateur a rapporté un chiffre sans qu'une source publiée soit disponible, ce chiffre doit être considéré comme autodéclaré plutôt que vérifié de façon indépendante.

Divulgation

Equifax Canada, dont les recherches publiées sur la fraude sont citées, est membre du CCIAN. Les données citées sont accessibles au public et sont utilisées ici à titre de contexte de marché. Les décisions du CCIAN en matière de rassemblement, de rédaction et de publication sont indépendantes de l'adhésion.

Cette synthèse est de nature rédactionnelle et sectorielle. Elle ne constitue pas un avis juridique, financier ou de conformité.

Sources

Sources publiées, avec repères.

Valeurs foncières de la Colombie-Britannique. BC Assessment, rôle d'évaluation 2026, 2 janvier 2026 : 233 648 propriétés évaluées, en hausse d'environ 1 % par rapport à 2025; valeur totale évaluée du parc immobilier de la Colombie-Britannique de plus de 2,75 billions de dollars, en baisse d'environ 2,5 % par rapport à 2025. info.bccassessment.ca/property-information-trends/property-assessment-of-bc/province-wide

Protocole de transparence des Nations Unies et justificatifs miniers de la Colombie-Britannique.

Gouvernement de la Colombie-Britannique, Energy & Mines Digital Trust : la province délivre des justificatifs numériques pour les permis miniers et la performance en matière de durabilité, et a adopté le Protocole de transparence des Nations Unies, une norme d'échange de données en cours d'élaboration à UN/CEFACT, afin de publier l'état des permis miniers des exploitants de la province. La Colombie-Britannique codirige également le projet UN/CEFACT sur la traçabilité et la durabilité des matières premières critiques, que les travaux provinciaux alimentent. digital.gov.bc.ca/2024/06/25/energy-mines-digital-trust-pilot

Fraude de premier tiers et fraude dans les demandes de carte de crédit, de financement automobile et de prêt hypothécaire.

Equifax Canada, Market Pulse Fraud Trends and Insights, 15 avril 2026 : fraude de premier tiers en hausse de 31 % d'une année à l'autre entre le T4 2024 et le T4 2025, avec des taux plus élevés en Ontario et en Alberta ainsi que chez les demandeurs plus jeunes; fraude de premier tiers liée aux cartes de crédit en hausse, passant de 0,08 % à 0,15 % des demandes; fraude dans les demandes de financement automobile en baisse de 19,4 %; fraude dans les demandes de prêt hypothécaire en baisse de 12,5 %. equifax.ca/about-equifax/newsroom/-/intlpress/first-party-fraud-rises-amidst-economic-pressures

Taux de fraude de premier tiers et attitudes des consommateurs à l'égard de la fraude.

Equifax Canada, Market Pulse Fraud Trends and Insights et Equifax Canada Fraud Survey, 3 mars 2026 : le taux de fraude de premier tiers est passé de 0,25 % à la fin de 2024 à 0,33 % au T4 2025; 28 % des répondants ont décrit le volume quotidien de tentatives de fraude comme un désagrément gérable, plus du quart suppriment les messages suspects sans les lire, 16 % se sentent anxieux et fatigués de distinguer le vrai du faux, et 67 % ont nommé le vol d'identité comme le type de fraude qui inquiète le plus les Canadiens. Sondage mené auprès de 1 570 Canadiens âgés de 18 à 65 ans, du 30 janvier au 1er février 2026. equifax.ca/about-equifax/newsroom/-/intlpress/canadians-feel-vulnerable-about-scams-and-rising-fraud-threats

Ampleur nationale des pertes liées à la fraude.

Nasdaq Verafin, 2026 Global Financial Crime Report, 11 mars 2026 : pertes canadiennes totales attribuables à la fraude d'environ 3,4 G\$ en 2025, en croissance à un taux annualisé de 11 % sur deux ans. verafin.com/nasdaq-verafin-global-financial-crime-report

Sources

Sources publiées, avec repères.

Cibles de migration post-quantique. Centre canadien pour la cybersécurité, Feuille de route pour la migration à la cryptographie post-quantique pour le gouvernement du Canada (ITSM.40.001), juin 2025 : les ministères fédéraux achèvent la migration vers la cryptographie post-quantique des systèmes hautement prioritaires d'ici la fin de 2031 et des systèmes restants d'ici la fin de 2035.
cyber.gc.ca/en/guidance/roadmap-migration-post-quantum-cryptography-government-canada-itsm40001

Chiffres rapportés par les présentateurs. Certains chiffres cités dans le présent rapport ont été rapportés par des présentateurs lors de l'événement et ne proviennent pas d'une source publiée : le nombre d'utilisateurs de la BC Services Card ainsi que les jalons de service de 2026 et de 2030; les flux annuels et le nombre de pays de la plateforme multilatérale de décaissement; et le résultat de compression du dédouanement, qui relevait d'une démonstration plutôt que d'une mesure en production. Ils doivent être lus comme autodéclarés.



Là où la confiance numérique deviant une affaire sérieuse.

Le CCIAN est l'alliance stratégique canadienne, neutre et sans but lucratif, vouée à l'opérationnalisation de la confiance numérique : il assure l'intendance du Cadre de confiance pancanadien, gère son programme de certification et réunit des membres des secteurs public et privé afin de combler les lacunes de l'écosystème relevées dans le présent rapport.

contact@diacc.ca

diacc.ca